



EDITION FRANCAISE

# MEDWAVES

BULLETIN D'INFORMATION DU PLAN D' ACTION POUR LA MEDITERRANEE • PUBLIE EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS • SEPTEMBRE - OCTOBRE 1985 • NUMERO 2

"... Aborder les problèmes concernant l' environnement de manière sectorielle ne peut mener au succès..."

## PLANIFIER POUR UN ENVIRONNEMENT AMELIORE

*S.E. Monsieur le Ministre Zivorad Kovačević, Président du Bureau des Parties contractantes à la Convention de Barcelone a parlé à MEDWAVES des réalisations du Plan d'action pour la Méditerranée et des objectifs envisagés pour l'avenir. M. Kovačević, ancien maire de Belgrade, possède une vaste expérience des questions ayant trait à la pollution, surtout celle d'origine tellurique. De ce point de vue, ses idées sur le Plan d'action pour la Méditerranée et la gestion de la pollution présentent un intérêt particulier.*



**L**E Plan d'action pour la Méditerranée n'a pas seulement fourni un cadre juridique pour une coopération réussie entre des Etats ayant un niveau de développement différent, des systèmes politiques et sociaux internes différents et des priorités différentes mais s'est aussi avéré un très bon mécanisme pour promouvoir et coordonner une action commune, aider les nations à développer leurs propres possibilités d'analyse et de gestion, ce qui leur est nécessaire pour surmonter leurs problèmes d'environnement. Ces dernières sont spécialement importantes puisque nombreux pays du sud de la Méditerranée ne disposent pas de ces capacités.

Ainsi donc, l'objectif qui est déjà sur le chemin d'être atteint, celui qui vise à aider ces nations non seulement en mettant expérience et conseils à leur disposition mais en les aidant à développer leurs propres possibilités est une des premières priorités.

Aujourd'hui, le rapport entre le développement et la qualité de l'environnement est bien nette. Tout le monde accepte qu'il est

essentiel pour un développement économique que la qualité de l'environnement soit élevée. Donc, il ne faut pas considérer sa protection seulement comme une charge financière.

Evidemment l'aménagement des territoires peut aider à apporter des réponses à des questions concernant les rapports qui existent entre le développement et la qualité de l'environnement, mais il doit aller de pair avec la planification socio-économique.

Ce dont on a vraiment besoin c'est d'une approche intégrée, autrement on ne peut réussir en abordant les problèmes de l'environnement par secteur. Un aménagement d'ensemble, faisant partie de plans et politiques générales de développement dans un pays donné, est la seule façon possible de traiter efficacement les problèmes de l'environnement, en attachant une importance particulière au fait que la seule approche valable est la prévention. Les efforts qui ont déjà été accomplis pour redresser la situation sont nécessaires et importants

mais ce sont les causes qu'il faut aborder et corriger, non pas les conséquences. Cependant, il est assez difficile de convaincre des nations qui luttent contre des problèmes d'existence et de survie de prêter l'attention nécessaire à la protection de leur environnement. Il faut donc que notre objectif et notre responsabilité communs soient d'aider les pays en voie de développement à aborder ces problèmes, en leur offrant de nouvelles possibilités au lieu de leur imposer des charges supplémentaires sous forme de normes et critères relatifs à l'environnement.

On doit en Méditerranée tenir compte d'activités telles que le tourisme qui non seulement est un nouvel apport de pollution mais aussi une activité économique importante et dynamique, donnant aux pays en voie de développement de la côte sud du bassin méditerranéen l'occasion de se développer. Une autre activité du même genre - l'aquaculture - qui pourrait faire de la mer Méditerranée une nouvelle source potentielle de produits alimentaires, une ressource économique.

Pour matérialiser cette possibilité, les Etats riverains doivent exprimer leur volonté politique de façon plus décisive. Maintenant que le PAM est parvenue à un stade avancé de maturité en matière d'institutions, de structures et de fonctionnement, une volonté politique claire et engagée est nécessaire si l'on veut atteindre les objectifs communs pour une mer Méditerranée plus saine et un développement de la région où l'environnement est respecté.

Il est, plus que jamais, nécessaire que les Parties contractantes expriment clairement leur volonté de tirer profit des sources d'information et possibilités existantes du PAM en traduisant leurs obligations internationales en engagements nationaux pour le bien-être à long terme de leurs peuples. ■



# LA POLLUTION MICROBIENNE EN MÉDITERRANÉE

**L**a pollution de la mer Méditerranée par les microbes (bactéries, virus et un certain nombre de champignons) est une des conséquences directes du déversement dans la mer d'eaux usées non traitées. Dans la région de la Méditerranée, plus de 90 pour cent des eaux usées municipales sont rejetées sans avoir subi de traitement au préalable. Ces eaux usées contiennent un grand nombre de microbes, dont une partie peut survivre dans l'eau de mer pendant un certain temps et peut donc infecter les êtres humains.

Il est plus facile de contracter des infections en Méditerranée que dans des mers plus froides. A cause des températures plus chaudes, les baigneurs restent relativement longtemps dans l'eau et s'exposent aussi au soleil sur les plages de sable. Il existe donc un risque accru si la période d'exposition potentielle est plus longue.

Puisque les plages réservées à la baignade sont l'un des principaux attraits récréatifs de la côte méditerranéenne, il a été reconnu dès le tout début du Plan d'action pour la Méditerranée qu'il était important d'assurer une qualité de l'eau de mer appropriée. L'OMS et le PNUE ont conjointement élaboré et coordonné un projet-pilote sur le contrôle de la qualité des eaux côtières, dans le cadre du Programme coordonné conjoint de surveillance continue et de recherche en matière de pollution en mer Méditerranée qui avait été mis en oeuvre entre 1975 et 1980.

Trente laboratoires nationaux dans quatorze pays de la Méditerranée ont participé à ce projet-pilote qui consistait à surveiller de façon régulière 700 stations d'échantillonnage et 160 stations de référence dans divers endroits de la côte méditerranéenne. Les 700 stations d'échantillonnage étaient en majeure partie des plages à usage récréatif et des zones conchylicoles. Au cours de ce projet-pilote, un total approximatif de 12.500 échantillons d'eau ont été analysés pour y rechercher les trois bactéries principales associées à la pollution par les eaux usées — les coliformes totaux, les coliformes fécaux et les streptocoques fécaux. On trouve ces trois groupes de micro-organismes dans les matières fécales de l'homme. C'est pourquoi on les appelle organismes-indicateurs, puisque leur présence indique une contamination fécale.

Au cours du déroulement du projet-pilote, plusieurs réunions des chercheurs principaux et autres experts ont été convoqués. Durant ces réunions, les discussions portaient sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre du projet et sur un examen des méthodes d'échantillonnage et d'analyse. Afin de pouvoir comparer les résultats obtenus

par les divers laboratoires et dresser un tableau des différents éléments de la situation, il a été jugé important d'utiliser les mêmes méthodes partout.

A la suite d'une réunion spéciale d'experts, des lignes directrices pour une surveillance sanitaire continue de la qualité des eaux côtières ont aussi été élaborées en 1977.

L'aspect le plus important de la surveillance continue est l'interprétation des résultats et après avoir considéré tous les aspects possibles, des critères provisoires OMS/PNUE de la qualité du milieu pour les eaux côtières à usage récréatif, les eaux conchylicoles et la chair des coquillages en mer Méditerranée ont été préparés. Il a été jugé que toute eau ou tout coquillage conforme à ces critères, exprimés en terme de nombre de bactéries par échantillon, ne présentait pas de risque pour la santé.

Lorsque le projet-pilote a été achevé en 1980, les données obtenues ont été analysées en profondeur et la qualité de l'eau vérifiée d'après les critères provisoires OMS/PNUE. Il a été conclu que la plupart des stations d'eaux à usage récréatif étaient satisfaisantes au cours de la période d'échantillonnage, alors que la majorité des zones conchylicoles ne l'étaient pas.

Les résultats du projet-pilote, évidemment, reflètent seulement la qualité de l'eau de mer et des coquillages en des lieux déterminés sur la base de l'échantillonnage et de l'analyse auxquels il a été procédé entre 1976 et 1980. Certains milieux les ont interprétés à tort comme pouvant être appliqués à toute la Méditerranée, ce qui n'est pas vrai.

On pense que le projet-pilote sur le contrôle de la qualité des eaux côtières a atteint son objectif premier puisqu'il a donné les fondements nécessaires pour mettre en route un programme de surveillance microbienne continue au niveau régional. Il a permis à un certain nombre de laboratoires de la région méditerranéenne de se familiariser avec les exigences d'un tel programme et offert son assistance sous forme de matériel et de fournitures nécessaires. Les bourses réservées à la formation ont donné la possibilité au personnel de laboratoires situés dans un certain nombre de pays en voie de développement de la région de se rendre dans d'autres laboratoires et d'acquérir une expérience nouvelle sur plusieurs aspects des travaux. Le grand nombre de réunions convoquées ont ainsi permis des contacts, des échanges d'expérience, de discuter et d'élaborer ensemble des programmes de travail.

L'état réel de la pollution microbienne

de la mer Méditerranée dans son ensemble ne pourra être connu avec un certain degré de certitude que lorsque le programme de surveillance continue de la Phase II du MED POL fonctionnera sur une base totalement régionale. En plus des trois paramètres bactériologiques mentionnés ci-dessus, il semble maintenant que d'autres apparaissent comme étant importants et qu'il faudrait en tenir compte. On trouve de plus en plus que les risques sanitaires associés à la baignade ne sont pas seulement ceux qui ont trait aux maladies du système alimentaire chez l'homme. Certaines bactéries et quelques champignons peuvent être la cause d'infection par contact; ils peuvent être transmis tant par le sable des plages que par l'eau de mer. En fait, plusieurs pays méditerranéens ont élaboré dans le cadre de leur programme national de santé publique des plans de surveillance continue des plages de baignade et des parcs à coquillages pour plusieurs bactéries et virus pathogènes (c'est-à-dire, provoquant des maladies), choisis sur la base des conditions et besoins locaux.

Le projet-pilote sur le contrôle de la qualité des eaux côtières a aussi aidé à stimuler les autorités nationales à accroître leurs mesures de prévention pour éviter une contamination bactériologique de leurs zones littorales. Les installations d'épuration des eaux usées sont de plus en plus nombreuses, même si cela se fait lentement. Dans certains cas, les eaux usées sont emportées dans la mer au moyen de conduites sous-marines, ce qui réduit leur influence sur la zone littorale même, puisque les bactéries qui la polluent sont dispersées avant de l'atteindre. Il y a eu une amélioration de la surveillance publique des plages réservées à la baignade. Mais beaucoup demeure encore à faire. Une grande partie du travail ne pourra être accomplie que lorsque l'on aura dressé un tableau plus net de la situation à la suite d'une surveillance continue totale et coordonnée à l'échelle régionale.

La longueur des côtes méditerranéennes est si grande qu'il est manifestement impossible de toutes les surveiller. Il faut donc faire une distinction entre les plages publiques sous surveillance sanitaire des autorités locales et les autres zones littorales où normalement on ne se baigne pas. En ce qui concerne les coquillages, la surveillance ne peut évidemment se limiter qu'aux parcs conchylicoles. Il ne faut donc jamais ramasser des coquillages non cultivés et les manger crus ou insuffisamment cuits. Cette précaution est très importante et ne s'applique pas à la Méditerranée seulement. ■



## Séminaire sur la rénovation et la reconstruction des centres historiques

Split, 22-24 mai 1985

UN séminaire sur la rénovation et la reconstruction des centres historiques a eu lieu à Split (Yougoslavie) en mai dernier. Des participants de 12 Etats de la Méditerranée, des représentants du ICCROM et du ICOMOS se sont réunis dans les locaux du Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires (PAP/CAR) pour discuter des rapports nationaux terminés et du Rapport de synthèse ainsi que pour étudier des propositions d'études de cas et le suivi de cette action. La réunion a recommandé que soient respectés les principes suivants en matière de protection, rénovation et reconstruction des centres historiques:

- il faudrait protéger le patrimoine architectural au moyen d'une planification intégrée quant au développement socio-économique, l'aménagement du territoire et la gestion de l'environnement;
- la rénovation et la reconstruction devraient respecter le fait qu'un centre historique est une entité dont les habitants et leur culture sont la partie la plus précieuse;
- la doctrine contemporaine exige que soient respectées toutes les couches historiques, y compris, en plus des valeurs culturelles et esthétiques, celles qui sont importantes pour l'environnement;
- la rénovation et la reconstruction demandent quelquefois que l'accent soit mis sur certaines couches historiques si elles sont fondées sur une évaluation des zones ou des bâtiments en cause à la suite d'une étude détaillée de l'état existant du développement dans l'histoire et dans l'espace et sur les raisons de la détérioration;
- dans le cas de la rénovation de centres historiques, il est essentiel d'employer une démarche intégrée pour traiter du patrimoine architectural, allant de la recherche et de l'étude multidisciplinaire de l'état existant aux plans et conceptions de rénovation où alors il faut décider des diverses méthodes (conservation, restauration, reconstitution, reconstruction, implantation d'éléments nouveaux dans l'ancien tissu) qui obéissent au principe selon lequel il est nécessaire avant tout de respecter la valeur culturelle;
- il est possible de parvenir à une compatibilité entre le neuf et l'ancien dans les centres historiques si les nouvelles structures sont bien incorporées dans le tissu ancien tout en respectant les valeurs véritables du milieu.

Pour le suivi de cette action importante du PAP, le séminaire a recommandé que des études détaillées soient préparées en Algérie, à Chypre, en Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, au Maroc, en Syrie, Tunisie, Turquie et Yougoslavie. □

## Journées d'étude de l'OMS sur le traitement et le rejet des eaux usées de l'industrie dans la région méditerranéenne

Venise, 10-14 juin 1985

LA quantité des déchets liquides industriels rejetés dans la mer Méditerranée augmen-

te de façon considérable. Certains de ces déchets contiennent des substances extrêmement nuisibles pour le milieu marin. D'autres peuvent être dangereux car de grandes quantités sont rejetées. En plus des effluents industriels à proprement dire, plusieurs industries situées dans les zones urbaines déversent leurs déchets dans les systèmes d'égout municipaux.

Les pays méditerranéens s'efforcent actuellement de plus en plus à réduire ce genre de pollution et maintenant combineront leurs efforts à l'échelle régionale par le biais de la mise en œuvre du Protocole sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, adopté et signé à Athènes en mai 1980 et dont l'entrée en vigueur date de juin 1983.

Le Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation Mondiale de la Santé a organisé des Journées d'étude sur le traitement et le rejet des eaux usées de l'industrie dans la région méditerranéenne, dans le cadre de sa contribution régulière au Plan d'action pour la Méditerranée. Les journées d'étude ont eu lieu à Venise, organisées en collaboration avec la Giunta Regionale del Veneto. Avec la participation de vingt-cinq experts de dix pays de la Méditerranée (Chypre, France, Espagne, Grèce, Israël, Italie, Malte, Syrie, Turquie, Yougoslavie) parmi lesquels des ingénieurs spécialistes de l'environnement, des spécialistes en hydrologie, en toxicologie, des chimistes, des biologistes et des administrateurs publics.

Les journées d'étude ont préparé de nombreuses conclusions et recommandations qui seront très utiles pour la mise en œuvre du Protocole sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique. □

## Le Bureau des Parties contractantes se réunit à Athènes

Athènes, 14-15 juin 1985

LE Bureau des Parties contractantes à la Convention de Barcelone sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution s'est réuni au siège de l'Unité de coordination du PAM à Athènes. Les travaux ont été dirigés par le Président des Parties contractantes, S.E. M.Z. Kovačević.

Le Bureau a examiné l'état d'avancement de la mise en œuvre du PAM et des préparatifs pour la Quatrième réunion des Parties contractantes qui se tiendra à Gênes du 9 au 13 septembre 1985.

Le Bureau a été informé des documents en cours de préparation tels que l'évaluation des dix premières années du Plan d'action pour la Méditerranée, l'évaluation de la pollution de la mer Méditerranée, un projet de déclaration à l'occasion du Xème anniversaire du Plan d'action pour la Méditerranée, le rapport du Directeur exécutif pour 1984-1985 et le programme et le budget proposés pour l'exercice 1986-87, etc; il a aussi examiné des questions d'ordre administratif et autres ayant trait au fonctionnement du Plan d'action pour la Méditerranée. Les membres du Bureau ont souligné qu'il était très important pour l'efficacité future du PAM que la réunion de Gênes soit tenue au niveau ministériel. Et ceci, parce que maintenant que la Plan d'action pour la Méditerranée se trouve

sur le seuil de sa seconde décennie, il est nécessaire de prendre une décision politique claire non seulement pour cimenter les résultats obtenus jusqu'à présent mais aussi pour donner une impulsion supplémentaire à ce nouveau démarrage. □

## Séminaire sur l'aménagement du territoire dans les zones sismiques de la Méditerranée

Cetinje, 27-29 juin 1985

DES experts d'Algérie, de Chypre, d'Egypte, de France, Grèce, d'Italie, de Tunisie, Turquie et Yougoslavie, du Bureau des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH, Habitat) ont pris part au séminaire organisé par le Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires dans la ville yougoslave de Cetinje.

Suite à des discussions fructueuses, le Séminaire a formulé des conclusions et recommandations qui soulignent les points suivants:

- Le risque sismique constitue un élément de l'environnement côtier de la Méditerranée dont il faut tenir compte pour l'aménagement en tant que partie intégrante des politiques nationales de développement.
- L'objectif de prévention des séismes dans les zones littorales peut venir appuyer une politique visant à éviter des concentrations excessives de population et des activités de développement dans les régions côtières que suivent de nombreux gouvernements.
- Une telle politique constitue un élément important d'efforts à plus long terme visant à réduire la pollution d'origine tellurique en mer Méditerranée.
- Les Etats riverains de la Méditerranée ont accumulé une très importante expérience en ce qui concerne la façon de faire face aux séismes.
- Les experts et les représentants des organisations internationales à la réunion ont nettement exprimé une volonté de coopérer et de procéder à un échange d'expérience.
- Les pays en voie de développement sont relativement plus vulnérables aux dégâts provoqués par les séismes et dans chaque pays, les pauvres sont les plus touchés.
- Les centres historiques qui sont essentiels pour l'identité de la Méditerranée sont particulièrement vulnérables aux tremblements de terre. Il serait nécessaire d'y prêter une attention particulière et d'élaborer des programmes à ce sujet.
- Se fondant sur les conclusions générales mentionnées ci-dessus, la réunion a recommandé que la coopération soit amplifiée et qu'elle peut l'être. Le Séminaire a aussi recommandé plusieurs activités immédiates dont:
  - l'élaboration d'un cadre conceptuel et la définition des termes;
  - la préparation d'une liste des institutions et projets spécialisés en la matière;
  - l'échange d'informations afin d'établir une base de données commune;
  - la préparation d'un nombre limité d'études de cas et dispositions prises pour examiner ces études;
  - l'examen d'initiatives possibles en matière de coopération technique, de formation et d'échange d'information. □





Le Programme coordonné de surveillance continue et de recherche en matière de pollution dans la Méditerranée

# MED POL

*Une opération scientifique à grande échelle qui reflète les efforts concertés de 17 pays méditerranéens et de la CEE en matière de surveillance continue et de recherche pour améliorer la qualité des ressources biologiques marines de tout cet "océan miniature"*

**L'**ADOPTION par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain (Stockholm, juin 1972) du Plan d'action pour l'environnement humain, comprenant les Principes généraux d'une évaluation de la pollution marine et des mesures de lutte a ouvert la voie à l'Assemblée générale des Nations Unies lui permettant d'établir le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour "centraliser l'action en matière d'environnement et réaliser la coordination dans ce domaine entre les organismes des Nations Unies".

Le Conseil d'administration du PNUE a choisi les "océans" comme l'un des domaines prioritaires sur lequel il devrait concentrer ses efforts pour accomplir son rôle de catalyseur et de coordonnateur. Tout en reconnaissant que l'environnement était déjà gravement dégradé dans de nombreuses régions du globe, le PNUE a choisi la région méditerranéenne comme "zone de concentration" dans laquelle il tentera par l'intermédiaire du Centre d'activités du Programme des mers régionales d'aider les pays de la région méditerranéenne à mettre en oeuvre un plan d'action ambitieux et cohérent afin de protéger tout d'abord leur environnement marin de la pollution et de sauvegarder leur patrimoine culturel commun. Ce plan a reçu plus tard le nom de Plan d'action pour la Méditerranée (PAM).

La surveillance continue des sources, des niveaux et des effets des polluants dans la Méditerranée a été une des pierres angulaires de tout le Plan d'action pour la Méditerranée qui a été adopté au début de 1975 au cours de la Conférence intergouvernementale des Etats riverains de la Méditerranée à Barcelone.

La phase pilote de cette surveillance continue et de la recherche y relative appelée "Le programme coordonné de surveillance continue et de recherche en matière de pollution dans la Méditerranée", connue comme MED POL - PHASE I, a débuté en 1974 et reçu l'approbation officielle de la Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée, à Barcelone, en



février 1975, en tant qu'élément scientifique et technique du Plan d'action pour la Méditerranée.

## MED POL - PHASE I

La phase pilote (MED POL - PHASE I), étant l'élément d'évaluation de l'environnement du Plan d'action pour la Méditerranée, a été avant tout conçue pour assister les Etats riverains de la Méditerranée, donc les Parties contractantes à la Convention de Barcelone à devenir plus aptes à participer à un programme complet et permanent de recherche et de surveillance continue; elle a aussi été conçue pour fournir des informations continues sur l'état véritable de la pollution de la mer Méditerranée.

La PHASE I du Programme MED POL a été exécutée entre 1975 et 1980 avec la participation de plus de 200 chercheurs appartenant à 84 institutions dans 16 pays méditerranéens, liés par des contacts spécifiques, auxquels on a demandé d'accomplir des tâches spécifiques.

Les objectifs généraux de MED POL - PHASE I, élaborés au cours d'une série de réunions d'experts et de réunions intergouvernementales, étaient:

- de formuler et exécuter un programme

coordonné de surveillance continue et de recherche en matière de pollution en tenant compte de buts du Plan d'action pour la Méditerranée et de l'aptitude des centres de recherche à y participer;

- aider les centres de recherche nationaux à se rendre plus aptes à cette participation;

- étudier les sources, l'étendue, le degré, les cheminements, les tendances et les effets des polluants présents dans la Méditerranée;

- fournir aux gouvernements des pays méditerranéens et à la Communauté économique européenne les informations scientifiques et techniques qui leur sont nécessaires pour négocier et appliquer la Convention pour la protection de la mer Méditerranée et les protocoles y relatifs;

- constituer des séries chronologiques cohérentes sur les sources, les parcours, les degrés et les effets des polluants de la mer Méditerranée et contribuer par là à la connaissance scientifique de cette mer.

## SUJETS ABORDES

Les sujets choisis pour la phase pilote reflètent les préoccupations de 1975 et le manque de données à cette époque. Le Programme de recherche et de surveillance continue en matière de pollution en Méditerranée consistait en sept projets pilotes qui ont été approuvés à la réunion de Barcelone en 1976;

MED POL I: Etudes de base et surveillance continue du pétrole et des hydrocarbures contenus dans les eaux de la mer;

MED POL II: Etudes de base et surveillance continue, notamment du mercure et du cadmium, dans les organismes marins;

MED POL III: Etudes de base et surveillance continue du DDT, des PCBs et des autres hydrocarbures chlorés contenus dans les organismes marins;

MED POL IV: Recherche sur les effets des polluants sur les organismes marins et leurs peuplements;

MED POL V: Recherche sur les effets



des polluants sur les communautés et les systèmes écologiques marins;

MED POL VI: Problèmes du mouvement des polluants le long des côtes;

MED POL VII: Contrôle de la qualité des eaux côtières.

En plus des sept projets pilotes mentionnés ci-dessus, les projets suivants ont été ajoutés pour élargir la portée du programme où apporter l'appui nécessaire; ils n'ont cependant pas tous été mis en oeuvre:

MED POL VIII: Etudes biogéochimiques de certains polluants au large des côtes de la Méditerranée;

MED POL IX: Rôle de la sédimentation dans la pollution de la mer Méditerranée;

MED POL X: Polluants d'origine tellurique dans la Méditerranée;

MED POL XI: Etalonnage comparatif des techniques d'analyse et service d'entretien commun;

MED POL XII: La pollution de la mer Méditerranée par les polluants transportés par l'atmosphère;

MED POL XIII: Modélisation de systèmes marins dans le cadre du programme MED POL.

La Phase I du Programme MED POL a tout d'abord été financée et coordonnée par le PNUE en coopération avec d'autres institutions spécialisées du système des Nations Unies telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), la Commission Océanographique Intergouvernementale (COI), l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) qui ont contribué en expérience, en services et en nature pour mener à bien cette phase pilote. Par conséquent, les laboratoires nationaux participant au programme ont reçu le matériel et l'équipement nécessaires pour une surveillance continue de la qualité des eaux, des sédiments et des organismes marins de la Méditerranée; chercheurs et techniciens ont été formés aux méthodes d'analyse normalisées; un réseau de chercheurs et d'institutions a été créé pour permettre un échange rapide des résultats et de l'expérience acquise.

On peut d'ores et déjà dire que la première phase du Programme MED POL a fourni des quantités considérables de données et d'information sur divers aspects de la pollution de la mer Méditerranée. Elle a aussi permis de voir, suite à l'expérience pratique directe, les exigences essentielles pour établir un programme régional cohérent à long terme, comprenant des mesures correctives et d'ajustement tant au niveau technique qu'au niveau administratif.

En 1978, la première évaluation complète des charges de polluants d'origine tellurique pénétrant en mer Méditerranée avait été achevée. L'évaluation montrait que les

pratiques actuelles d'évacuation des déchets (liquides) étaient sans doute le facteur le plus important qui influençait de façon adverse la qualité des eaux côtières et que le ruissellement terrestre, les cours d'eau en particulier, contribuait de façon importante aux charges polluantes de ces eaux.

Les activités de la phase pilote du Programme MED POL ont débuté en 1975 pour terminer en 1980. L'expérience acquise grâce à ces activités a permis au PNUE de préparer une proposition pour un Programme à long terme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution, connue aujourd'hui sous l'appellation de MED POL - PHASE II qu'a adopté la Deuxième réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone à Cannes en mars 1981.

## MED POL - PHASE II

Les objectifs particuliers de la Phase II du Programme MED POL sont de fournir constamment aux Parties contractantes à la Convention de Barcelone:

- les renseignements dont elles ont besoin pour appliquer la convention et les protocoles;

- des indications et une évaluation de l'efficacité des mesures prises pour prévenir la pollution en application de la Convention et des protocoles;

- des renseignements scientifiques qui pourraient servir à réviser et à modifier les dispositions pertinentes de la Convention et des protocoles et à rédiger des protocoles additionnels;

- des informations qui pourraient servir à formuler sur les plans national, bilatéral et multilatéral, les décisions de gestion, respectueuses de l'environnement, qui seraient indispensables à la poursuite du développement socio-économique de la région méditerranéenne;

- une évaluation périodique de l'état de la pollution de la mer Méditerranée.

Le Programme à long terme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution, connu comme MED POL PHASE II, a bien progressé. Vers le milieu de 1985, sept pays avaient signé un accord avec le PNUE et avaient commencé à mettre en oeuvre leur programme national de surveillance continue; sept autres programmes sont en cours d'élaboration, leur mise en oeuvre étant prévue pour 1986. Les sources, les degrés, les parcours et les effets des polluants sont surveillés de façon régulière dans des centaines de stations d'échantillonnage tout autour de la Méditerranée. De plus, à la fin de 1984, 62 instituts dans 16 états méditerranéens avaient des projets de recherche grâce auxquels une recherche scientifique intensive était menée permettant de mieux comprendre les processus et les phénomènes qui régissent les mécanismes complexes de la pollution.

## RESULTATS

Les données recueillies par l'intermédiaire du Programme MED POL sont utilisées comme base pour analyser, l'"état de santé" actuel de la Méditerranée et les tendances concernant le degré de pollution.

Elles fournissent aussi des informations scientifiques nécessaires pour formuler des mesures nationales de lutte contre la pollution. Deux études d'évaluation en profondeur, comprenant des recommandations concrètes sur les mesures à prendre par les Parties contractantes, ont été terminées. L'une traite de la qualité microbienne des eaux côtières à usage récréatif, des coquillages et des eaux conchylicoles; l'autre du problème du mercure et en particulier de ses conséquences pour la qualité des produits de la mer. Des évaluations semblables sont actuellement préparées sur d'autres sujets, en particulier sur la pollution par les hydrocarbures de pétrole, les hydrocarbures chlorés et d'autres métaux lourds.

Mais la tâche à long terme la plus importante de la PHASE II du Programme MED POL est sans doute celle qui a trait à l'application du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique. Ce protocole, qui est maintenant entré en vigueur, prévoit la formulation et l'adoption par les Parties contractantes de lignes directrices communes et, s'il le faut de normes et critères pour les substances énumérées, nécessaires pour que le protocole soit appliqué.

La PHASE II, qui est l'élément scientifique du PAM, jouera un rôle essentiel pour fournir la raison d'être scientifique reposant derrière toutes les actions mentionnées ci-dessus de même que pour continuellement mettre à jour la liste des substances figurant dans le protocole.

Les résultats obtenus jusqu'à présent confirment que la mer Méditerranée dans son ensemble est encore une mer saine. Néanmoins, en maints endroits de la Méditerranée la pollution dégrade les eaux côtières qui sont de prime importance pour la population, le tourisme et l'exploitation des ressources biologiques. Parmi les causes les plus fréquentes, on peut citer les eaux usées, les déchets industriels, le goudron et les détritiques.

Cependant, cette opération scientifique à grande échelle, entreprise pour améliorer la qualité des ressources biologiques marines de tout cet "océan en miniature" et qui reflète les efforts concertés de 17 pays méditerranéens et de la CEE en matière de surveillance continue et de recherche - efforts que l'Unité de coordination du PAM située à Athènes programme et coordonne -, est la meilleure preuve que les états méditerranéens sont déterminés à prendre des mesures pour identifier, prévenir et contrôler la pollution de leur environnement marin et littoral. ■



## Conférence régionale internationale sur la pollution de la mer Méditerranée

Split, 2-5 octobre 1985

**L'**URBANISATION intense, le développement de l'industrie et l'emploi sans cesse croissant de produits chimiques en agriculture ont abouti à une augmentation énorme des quantités d'eaux usées polluées rejetées dans les mers. Par conséquent, la lutte contre la pollution des eaux ainsi que les techniques et la technologie appliquées pour le traitement et l'élimination de ces eaux usées deviennent particulièrement intéressantes et importantes. De plus, à cause du problème de pénurie d'eau douce dans certains pays méditerranéens, les problèmes concernant la ré-utilisation des eaux usées ayant subi un traitement sont tout aussi importants pour la région.

Une conférence qui aura lieu à Split, Yougoslavie, du 2 au 5 octobre 1985 a pour objectifs fondamentaux d'étudier et d'analyser ce genre de problèmes en s'appuyant sur des méthodes scientifiques modernes et mises à jour ainsi que la question du transfert d'expérience entre le personnel scientifique et les experts qui s'attachent à résoudre des problèmes de cette nature.

Cette conférence qui porte le titre de "Conférence régionale internationale sur la pollution de la mer Méditerranée" est organisée par l'Association yougoslave pour la protection des eaux et patronnée par l'Association internationale de recherche et de lutte en matière de pollution des eaux (Londres), le Programme des mers régionales du PNUE avec l'Unité de Coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, l'Organisation Mondiale de la Santé, (Copenhague) et le Comité de coordination pour l'environnement, l'aménagement du territoire, le logement et les installations publiques (Belgrade).



## Réunion sur les effets de la pollution sur les écosystèmes marins

Blancs, 7-11 octobre 1985

**L'**ES effets d'une pollution croissante sur le milieu marin font l'objet de préoccupations sans cesse plus importantes, en majeure partie à cause des répercussions possibles sur notre santé, le bien-être économique et la jouissance d'un environnement sain. De nombreux chercheurs étudient actuellement ces effets de la pollution sur les écosystèmes marins dans le cadre du Programme MED POL. En particulier, ils étudient, les conséquences de l'accumulation des substances toxiques persistantes dans les produits de la mer, les effets de certains polluants - tels que les métaux lourds - sur les fonctions physiologiques, le comportement, l'alimentation, la reproduction, etc. des biotes marins ainsi que les changements dans la structure des communautés et des écosystèmes appartenant au milieu marin. Pour des raisons de pollution, il se peut que tout un groupe d'espèces biologiques disparaisse de l'écosystème et qu'ainsi tout l'équilibre écologique s'en trouve trouble.

Afin de rassembler les chercheurs spécialistes de domaines ayant trait à ces questions pour discuter des résultats auxquels ils sont parvenus et trouver des solutions en commun aux problèmes de recherche, la FAO et l'Unité de coordination organisent conjointement une réunion du 7 au 11 octobre 1985 qui se tiendra dans les locaux du Centro de Estudios Avanzados de Blancs (CEAB) à Blancs (Espagne).

## Réunion consultative OMS/PNUE sur le rapport entre la qualité des eaux côtières et les effets sur la santé humaine.

Follonica, 21-25 octobre 1985.

**U**N des objectifs principaux du Plan d'action pour la Méditerranée est d'améliorer la qualité des plages réservées à la baignade dans la région afin de s'assurer que les millions de résidents et de touristes pour qui la baignade est l'activité récréative principale en été ne soient pas victimes d'effets contraires sur leur santé après être entrés en contact avec les eaux polluées. De même, puisque des quantités importantes de coquillages sont consommées dans toute la région, il est important d'assurer que tant les parcs à coquillages que les coquillages eux-mêmes ne sont pas pollués.

L'OMS et le PNUE ont préparé dans le cadre du Plan d'action les critères provisoires de qualité du milieu pour les eaux conchylicoles et les coquillages en Méditerranée. Les critères concernant les eaux de baignade ont été recommandés pour servir de base aux législations nationales de pays méditerranéens. Les travaux sur l'élaboration plus avancée des autres critères provisoires se poursuivent.

Les critères définitifs, cependant, dépendent des études épidémiologiques auxquelles il est nécessaire de procéder pour déterminer la relation exacte qui existe entre la qualité de l'eau de mer et les effets sur la santé des baigneurs et des consommateurs de coquillages. Plusieurs études de ce type ont été faites au cours des dernières années tant en Méditerranée qu'ailleurs. Néanmoins, tous les aspects n'ont pas été couverts et il faut poursuivre ces études.

La réunion consultative organisée conjointement par l'OMS et l'Unité de coordination dans le cadre de la PHASE II du Programme MED POL avec la collaboration du CNR (Consiglio Nazionale delle Ricerche) de Pise (Italie) a pour objectif de préparer une proposition de projet détaillée pour de telles études épidémiologiques, y compris des lignes directrices sur la manière dont elles doivent être menées.

Il y a plusieurs problèmes. A part celui des bactéries qui doivent être ingérées pour produire des effets nuisibles pour la santé, il existe d'autres causes qui peuvent provoquer une infection par contact, comme par exemple une infection contractée par la sable de la plage. Un facteur important à considérer est qu'au bord de la mer l'infection peut aussi provenir de la consommation d'aliments mal conservés et avant d'attribuer une maladie à la pollution de l'eau de mer, il est nécessaire d'étudier tous les facteurs impliqués.

## Cours international de lutte contre la pollution du littoral

Barcelone, 4-14 novembre 1985

**L'**E Centre intermunicipal pour la protection de la mer Méditerranée, situé dans la Municipalité de Barcelone, a activement préparé un programme de coopération avec d'autres municipalités pour la sauvegarde de notre mer.

Le Centre organise un cours international destiné aux techniciens de municipalités pour examiner le rôle des villes situées sur le littoral dans la lutte contre la pollution, les aider avec un manuel opérationnel sur l'élaboration de programmes à coût peu élevé et encourager la coopération entre les diverses municipalités.

Le cours est organisé sous le co-patronage de l'Unité de coordination, du Ministère des travaux publics et du Logement (Direction générale de l'environnement) d'Espagne et de la Generalitat de Catalunya.



*Les documents suivants viennent de paraître et peuvent être obtenus sur simple demande.*

#### Bibliographie sur l'environnement marin en Méditerranée

Dans le cadre de leurs efforts incessants pour fournir des informations techniques qui puissent contribuer à protéger l'environnement marin, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ont publié le second volume de la "Bibliography of the marine environment" dans la série UNEP/FAO des publications sur les mers régionales "Directories and bibliographies". (Répertoires et bibliographies).

Cette bibliographie avec 2772 titres sur 151 pages a été en grande partie tirée des Aquatic Sciences and Fisheries Abstracts (ASFA), base de données scientifiques qui utilise des critères de sélection fondés sur une classification par sujet de 1978 à 1984.

Environ dix pour cent des titres ont été présentés indépendamment par les instituts scientifiques de la Méditerranée. La FAO, responsable également de la publication, s'est occupée de la classification des titres.

Les titres sont indiqués dans la langue originale.

#### Centres méditerranéens des sciences de l'environnement marin

Une troisième édition des "Marine environmental centres" (Centres méditerranéens des sciences de l'environnement marin) vient d'être publiée par la FAO et le PNUE dans le cadre de la série des mers régionales "Directories and bibliographies" (Répertoires et bibliographies). Dès le début du Programme, il était évident que l'on avait besoin d'informations plus complètes sur les institutions qui pourraient participer de façon active au Programme des mers régionales du PNUE. Le PNUE, en étroite collaboration avec plusieurs organisations internationales, intergouvernementales et non-gouvernementales, a donc financé la publication de répertoires généraux, régionaux et spécialisés des centres de recherche marins.

La première et la deuxième éditions ont été publiées en 1976 et 1977 par le PNUE sous la forme de feuilles interchangeables. Les renseignements figurant dans ces éditions ne sont plus à jour. De plus, ils ne sont présentés ni sous la forme conforme au Registre des institutions du Système d'information sur les sciences aquatiques et la pêche ni sous une forme qui permette d'y avoir accès comme base de données informatisée.

Le nouveau répertoire avec ses 302 pages d'informations sur 147 institutions dans 17 pays de la Méditerranée a été préparé sous les auspices d'un projet financé par le PNUE en tant que travail du Système d'information sur les sciences aquatiques et la pêche. Comme indiqué, les secrétariats du PNUE et de la FAO se sont efforcés d'entrer en contact avec toutes les institutions figurant dans les éditions précédentes ainsi qu'avec certains nouveaux instituts à qui il a été demandé de vérifier les informations avant de les imprimer.

Les indications figurent en anglais ou en français.

## POINT DE VUE

*Seule la volonté politique peut activer la mise en oeuvre.*

Dix années se sont écoulées depuis le jour où les états côtiers de la région méditerranéenne se montraient "profondément préoccupés de l'état alarmant de l'environnement dans la Méditerranée, imputable aux négligences délibérées ou involontaires qui ont aggravé la pollution de l'environnement dans cette partie importante du monde..."; voilà comment le Plan d'action pour la Méditerranée, dans l'un des paragraphes du préambule, exprime les inquiétudes, les préoccupations et les soucis des peuples et des états du bassin méditerranéen qui reconnaissent que "la pollution fait peser une menace sur leur milieu marin".

Pendant dix ans, coopérant dans un effort de grande envergure pour aborder le problème de la pollution de leur mer commune, les états riverains de la région méditerranéenne ont financé la recherche et la surveillance continue en matière de pollution, l'élaboration de mécanismes de lutte contre la pollution, la formation d'un personnel spécialisé, la collecte de données et de nouvelles informations scientifiques, etc. afin d'être véritablement en mesure d'étudier la pollution marine et ses tendances en Méditerranée, de trouver les moyens scientifiques qui pourraient permettre de concilier des "impératifs du développement avec la nécessité de protéger et d'améliorer la qualité de l'environnement méditerranéen dans la perspective d'une utilisation optimale de ses potentialités", comme il est indiqué dans le préambule du PAM. En fait, tous ces efforts accomplis ensemble par dix-sept états de la région méditerranéenne et la CEE, avec la coopération de nombreuses institutions scientifiques, de centaines d'experts qui ont contribué par un travail acharné dans ce domaine et dans leurs laboratoires pour analyser et examiner des milliers d'échantillons d'eau de mer, tous ces efforts coûteux et exigeant du temps qui font partie du Plan d'action pour la Méditerranée ont permis de parvenir à certaines réponses techniques concrètes qui laissent grande ouverte la voie pour une mise en oeuvre de l'effort visant à supprimer la pollution dans cette région; mais la mise en oeuvre est évidemment un processus technique alors que la force motrice de l'action en elle-même réside dans l'initiative et la décision politiques;

C'est le point que nous avons maintenant atteint.

Lorsqu'ils entreront dans la salle de conférence du Palazzo Tursi à Gênes, où se tiendra la Quatrième réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone, les représentants des Etats côtiers de la Méditerranée rappelant combien ils étaient "conscients de la valeur économique, sociale et culturelle du milieu marin de la zone de la mer Méditerranée et de son importance pour la santé" à Barcelone en 1975, se trouveront à une phase située entre la satisfaction résultant des réalisations incontestables du PAM au cours de la décennie passée et les responsabilités qui leur incombent pour les années à venir; cependant, au fond d'eux-mêmes, ils sauront que les mots-clefs de la solution au problème sont "l'établissement de critères" et "l'application de normes communes" s'ils veulent pleinement mettre en oeuvre les protocoles relatifs à la Convention de Barcelone; et comme on l'a déjà dit, la mise en oeuvre peut relever du domaine technique mais seule la volonté politique peut l'activer.

Ainsi donc, Gênes montrera si les représentants des Etats riverains de la région méditerranéenne sont "pleinement conscients qu'il leur incombe de préserver ce patrimoine commun dans l'intérêt des générations présentes et futures", et en utilisant de façon optimale le potentiel actuel du PAM, parviendront à la décision appropriée en traduisant la volonté politique qui a déjà été exprimée pour protéger et améliorer leur milieu marin commun en une action politique éclairée.

*Le Rédacteur-en-chef*

#### Bulletin of the Priority Action Programme (Bulletin du Programme d'actions prioritaires)

Le Centre d'activités régionales du PAP à Split vient de publier le Bulletin No. 2 (avril-juin 1985).

Il contient des renseignements sur les activités en cours ou prévues, une liste de réunions et les publications reçues (publié en anglais).

#### ROCC INFO

Le Bulletin No 15 du Centre régional méditerranéen de lutte contre pollution par les hydrocarbures (PNUE/OMI) vient de paraître.

Au sommaire:

Editorial

Nouvelles du ROCC

Communications avec le ROCC

Collision entre le M/C "PATMOS" et le "CASTILLO DE MONTE ARAGON" survenue dans le détroit de Messine le 21 mars 1985

Informations brèves

Remerciements

Accords régionaux de coopération, existants ou en projet concernant la lutte contre les pollutions marines accidentelles.

Cours et conférences à venir

Activités futures: réunions - expérimentations - événements à venir.

MEDWAVES est publié bi-mensuellement par l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée en anglais et en français. Il se propose d'être un bulletin d'information informel qui ne reflète pas nécessairement les opinions officielles du PAM ou du PNUE.

Les nouvelles, les articles et les entretiens peuvent être reproduits librement avec ou sans référence à MEDWAVES. Cependant, les communications signées ne peuvent être imprimées à nouveau qu'avec l'autorisation de l'auteur.

Si vous désirez proposer un article sur un sujet relatif aux sciences marines, veuillez vous adresser à: Yannis Troumbis, Rédacteur-en chef, MEDWAVES, Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, 48 ave. Vassileos Konstantinou, 11635 Athènes, Grèce. Tél. (00301) 723 6586. Telex 222 611 MEDU-GR





## Je crois que les femmes ont joué un rôle important

**MW:** Mme Baccar, vous vous êtes consacrée depuis de nombreuses années à la cause d'une mer Méditerranée propre et saine. Qu'avez-vous à dire aujourd'hui sur le Plan d'action pour la Méditerranée?

**HB:** Je peux dire que nous sommes en droit d'être optimistes. Bien sûr, il y a eu au cours des dix premières années des lacunes qu'il faut encore combler mais dans l'ensemble, je crois que le PAM a réussi dans son entreprise. En effet, si l'on remonte en 1975, il semblait à certains utopique d'essayer de réunir autour d'une table les représentants des pays méditerranéens, étant donné les problèmes qu'on leur connaît. Aujourd'hui, c'est une réalité. La réalité du Plan d'action pour la Méditerranée sous ses différentes facettes: les projets pilotes concernant l'évaluation de l'état de santé de la Méditerranée, le Plan Bleu, le Programme d'actions prioritaires, le Programme relatif aux aires spécialement protégées, bien que ce dernier élément du Plan d'action ait connu un certain retard dans son exécution. Je crois donc que nous sommes en droit d'être optimistes quant aux progrès accomplis jusqu'à présent et que les pays méditerranéens devraient continuer à unir leurs efforts pour sauver la Méditerranée.

**MW:** En votre qualité de femme élue au Bureau des Parties contractantes, avez-vous un point de vue particulier vis-à-vis du Plan d'action pour la Méditerranée?

**HB:** J'ai été élue membre du Bureau à la dernière réunion des Parties contractantes. Cette élection intervient pour la deuxième fois pour la Tunisie, peut-être parce que la Tunisie est l'un des pays initiateurs à Stockholm du Plan d'action pour la Méditerranée. Nous avons été l'un des pays du sud qui avec deux ou trois pays du nord avaient demandé au PNUE nouvellement créé d'accorder une priorité particulière aux problèmes de la Méditerranée, parce que nous savions que notre mer était malade, qu'il fallait très vite unir nos efforts pour la sauvegarder et essayer de résoudre les problèmes de cet environnement dégradé. J'ai suivi ces problèmes parce que j'aime la Méditerranée sur le bord de laquelle je suis née. J'ai travaillé sur ces problèmes bien avant la Conférence de Stockholm. Je crois donc que mon élection au Bureau des Parties contractantes est peut-être un peu une reconnaissance des efforts que mène mon pays tant pour la sauvegarde de la Méditerranée que pour la protection de l'environnement dans son ensemble.

**MW:** Le nombre des femmes-chercheurs, fonctionnaires et représentantes aux réunions

*Mme H. Baccar est une femme qui occupe un poste élevé dans l'administration de son pays, la Tunisie et une pionnière du mouvement qui lutte pour une mer Méditerranée propre et saine. Témoin du PAM à son début, elle a suivi de façon active jusqu'à maintenant ses pas depuis sa mise en route à Barcelone en 1975 et a contribué aux efforts accomplis pour qu'une coopération constructive soit établie entre les Etats riverains de la Méditerranée. Aujourd'hui, en tant que membre du Bureau, elle nous présente un tableau particulier du PAM, vu avec les yeux d'une femme distinguée qui se dévoue depuis longtemps à la cause d'une mer Méditerranée dénuée de pollution.*

*ne cesse de croître. Quelles en sont, selon vous, les conséquences probables pour la protection de l'environnement?*

**HB:** Au fur et à mesure du déroulement du Plan d'action pour la Méditerranée, nous avons assisté à une présence de plus en plus importante de femmes hauts fonctionnaires, représentant les Gouvernements aux réunions du Plan. Au niveau des délégations, que ce soit celles du sud ou du nord, il y a toujours eu une présence féminine importante; ce qui est particulièrement vrai pour les délégations des pays de l'Afrique du Nord qui bordent la Méditerranée. J'ai moi-même assuré la présence de la Tunisie à plusieurs réunions. Je crois donc que nous avons joué un rôle important pour la protection de la Méditerranée en notre qualité de femmes mais également en notre qualité de responsables dans l'administration pour le suivi du Plan d'action pour la Méditerranée.

**MW:** Votre pays a accueilli deux projets régionaux, le MEDRAP, projet d'aquaculture et le Centre d'activités régionales pour les aires

spécialement protégées. Ceci reflète-t-il une ouverture vers les autres pays méditerranéens?

**HB:** Effectivement, la Tunisie est le pays-hôte des ces deux projets régionaux, le MEDRAP (le projet d'aquaculture) et le Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées. Je crois que le choix de la Tunisie n'est pas dû au hasard, mais qu'il a été fondé sur l'intérêt dont fait preuve depuis très longtemps notre pays à l'égard de la protection de l'environnement. Pour un jeune pays en voie de développement comme le nôtre, qui tire principalement son économie de l'exploitation des ressources naturelles, du tourisme et de l'agriculture – puisque l'agriculture est l'une des priorités les plus élevées du 6ème plan de développement quinquennal, tourner son attention sur les problèmes de l'environnement et leur solution était et demeure une nécessité vitale pour son économie. La Tunisie s'est orientée vers le développement intégré parce que c'était une nécessité économique. Nous l'avons très vite compris et épargné aucun effort au niveau national et au niveau international par l'intermédiaire de nos délégations auprès des différentes instances internationales, qu'elles soient du système des Nations Unies ou des organisations non-gouvernementales. tous ces efforts nous ont assuré la confiance de nos collègues des autres états méditerranéens, c'est pour cela que le choix s'est porté sur notre pays pour abriter les deux projets régionaux, le MEDRAP et le Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées.

**MW:** Quelles sont vos impressions après dix ans?

**HB:** Le Plan d'action pour la Méditerranée célèbre son dixième anniversaire cette année. Les pays méditerranéens et les responsables du Plan d'action se préparent à effectuer un bilan sur le plan national de tous les efforts déployés pour la protection de leur littoral. Je crois que l'on peut d'ores et déjà être optimiste quant au devenir de notre région. C'est un fait qu'un esprit de coopération et une volonté politique de sauvegarder notre mer commune ont toujours prévalu. Ce mouvement de solidarité orienté vers l'action, la prise de conscience rapide de l'urgence qu'il y avait de prendre les mesures qui s'imposaient ont permis de dépasser un peu les conflits qui existent entre les divers pays pour protéger notre belle et vieille Méditerranée, chantée par nos poètes. Les pays méditerranéens avaient pris cet engagement il y a dix ans à Barcelone. Je suis sûre qu'ils le reconfirmeront à Gênes au mois de septembre prochain. ■